

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/44704]

20 JUILLET 2023. — Décret modifiant diverses dispositions en aide à la jeunesse (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est complété par la phrase suivante :

“ L'aide et la protection doivent être adaptées à leurs besoins psycho-socio-éducatifs et à leur environnement social. Pour ce faire, une approche intersectorielle, transdisciplinaire et intégrée est recherchée entre les secteurs social, éducatif, de la santé, de la santé mentale, de la petite enfance, de l'aide sociale générale, du handicap de la jeunesse et de l'enseignement. » ;

2° dans le 7°, un alinéa 2 est inséré rédigé comme suit :

“ La déjudiciarisation vise à traiter prioritairement les situations des enfants et des jeunes et la prise en charge de leurs problèmes de nature sociale et éducative par des voies non judiciaires. ».

Art. 2. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est abrogé ;

2° le 13/1°, rédigé comme suit, est inséré :

“ 13/1° équipe mobile d'accompagnement : le service public chargé de la mission d'investigation et d'évaluation ainsi que des missions d'accompagnement des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction commis avant l'âge de dix-huit ans ; ».

Art. 3. § 1^{er}. Dans les articles 7, alinéa 2, 1°, 2° et 6°, et 11, alinéa 1, 1°, du même décret, les mots “ diagnostic social » sont complétés par les mots “ du conseil de prévention ».

§ 2. Dans les articles 9, 2°, 11, 2°, 12 et 13, alinéa 1, 1°, du même décret, les mots “ diagnostics sociaux » sont complétés par les mots “ des conseils de prévention ».

Art. 4. Dans l'article 7, alinéa 2, 6°, du même décret, les mots “ au Gouvernement » sont remplacés par les mots “ à l'administration compétente ».

Art. 5. Dans l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots “ ou son représentant » sont ajoutés après le mot “ l'arrondissement » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, le 9° est complété par les mots suivants “ ou des organisations de jeunesse agréées conformément au décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse » ;

3° à l'alinéa 1^{er}, 13°, les mots “ d'un représentant de la plate-forme de concertation en santé mentale » sont remplacés par les mots “ d'un représentant du secteur de la santé mentale dont la zone d'action est située sur son territoire » ;

4° à l'alinéa 1^{er}, 14°, les mots “ ou leurs représentants » sont ajoutés après le mot “ l'arrondissement » ;

5° à l'alinéa 1^{er} est inséré un 16° rédigé comme suit :

“ 16° d'un représentant du secteur du sport, provenant de l'administration compétente en matière de sport ou de cercles affiliés à une association ou fédération sportive reconnue telle que définie par le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif dont la zone d'action est située sur son territoire ; » ;

6° à l'alinéa 1^{er} est inséré un 17° rédigé comme suit :

“ 17° d'un représentant du secteur du handicap dont la zone d'action est située sur son territoire ; » ;

7° à l'alinéa 1^{er} est inséré un 18° rédigé comme suit :

“ 18° d'un représentant du secteur de l'enseignement obligatoire dont la zone d'action est située sur son territoire ; » ;

8° à l'alinéa 1^{er} est inséré un 19° rédigé comme suit :

“ 19° du coordinateur de zone dont la zone de garde est située sur son territoire ou son représentant ; » ;

9° à l'alinéa 1^{er} est inséré un 20° rédigé comme suit :

“ 20° d'un représentant des services d'accrochage scolaire dont la zone d'action est située sur son territoire ; » ;

10° à l'alinéa 1^{er}, est inséré un 21° rédigé comme suit :

“ 21° d'un représentant de l'administration compétente en matière de culture ou d'un opérateur culturel tel que visé à l'article 1^{er}, 10° du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle. » ;

11° l'alinéa 2 est abrogé ;

12° à l'alinéa 6 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots “ ou son représentant » sont insérés entre le mot “ prévention » et les mots “ et par un représentant ».

Art. 6. L'article 11 du même décret est complété par un 8°, rédigé comme suit :

“ 8° de mener, le cas échéant, des actions mettant en œuvre la prévention telle que définie à l'article 3 ».

Art. 7. Dans l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont apportées

1° à l'alinéa 1^{er} est inséré un 14° rédigé comme suit :

“ 14° d'un représentant de l'administration compétente en matière d'enseignement obligatoire ; » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, est inséré un 15° rédigé comme suit :

“ 15° d'un représentant de chaque administration régionale compétente en matière de handicap ; » ;

3° à l'alinéa 1^{er}, est inséré un 16° rédigé comme suit :

“ 16° d'un représentant de l'administration compétente en matière de culture. » ;

4° le deuxième alinéa est supprimé.

Art. 8. Dans le Livre I^{er} du même décret, il est inséré un Titre 5 intitulé :

“ 2.5. Titre 5. - Les missions spécifiques en matière de prévention ».

Art. 9. Dans le Titre 5, inséré par l'article 8, est inséré un article 15/1 rédigé comme suit :

“ Art. 15/1. Dans le cadre la mise en œuvre du Livre II, le Gouvernement, en collaboration avec l'administration compétente, est chargé :

1° d'établir un rapport triennal, comportant un bilan de l'exécution de la prévention et les recommandations qui en découlent;

2° d'apporter une expertise au sujet des actions en matière de prévention;

3° de centraliser les diagnostics sociaux des conseils de prévention et les évaluations triennales visés à l'article 7, 6°, et de les communiquer, avec avis de l'administration compétente au collège de prévention. ».

Art. 10. Dans l'article 17 du même décret, le 1° de l'alinéa 4 est complété par les mots “ qui organise une permanence spécialisée; ».

Art. 11. Dans l'article 27 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

“ Les services mandatés au sens de l'article 2, 31°, et les équipes SOS Enfants visées à l'article 2, 14°, peuvent, respectivement dans le cadre de leur mandat ou de leur intervention demandée par le conseiller sur la base des articles 35, § 3, et 37, prendre connaissance de toutes les pièces du dossier du conseiller, selon les mêmes modalités et exception » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

“ Toutefois, le conseiller peut refuser la consultation ou la communication d'une ou plusieurs pièces du dossier si l'intérêt de l'enfant l'exige. Dans ce cas, la décision mentionne la possibilité d'introduire un recours devant la Commission d'accès aux documents administratifs conformément au décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration. » ;

3° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

“ Les personnes et les services visés à l'alinéa 1^{er} peuvent obtenir gratuitement une copie des pièces qu'ils consultent, selon les modalités prévues par le Gouvernement. ».

Art. 12. Dans l'article 35, § 5, alinéa 2, du même décret, les mots “ des articles 37 ou 37/1 » sont remplacés par les mots “ des articles 37, 37/1 du présent décret ou 9 de l'ordonnance du 29 avril 2004 ».

Art. 13. Dans l'article 37 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa 3 est inséré rédigé comme suit :

“ Le ministère public peut exceptionnellement saisir directement le tribunal lorsqu'il démontre que le conseiller n'a pas pu être atteint et que l'intérêt de l'enfant ne permet pas d'attendre l'organisation et la mise en œuvre de l'aide volontaire. » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 4, les mots “ au directeur afin d'être exécutée conformément à l'article 53 » sont remplacés par les mots “ au conseiller, qui dispose à cet effet des mêmes pouvoirs que ceux détenus par le directeur en vertu de l'article 53, §§ 1^{er}, 2, 3 et 5. » ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 5, le mot “ directeur » est remplacé par le mot “ conseiller » et les mots “ conformément à l'article 53, § 5 » sont remplacés par les mots “ le conseiller disposant alors des pouvoirs conférés au directeur par l'article 53, § 5 » ;

4° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“ § 2. Si au terme de la durée de la mesure provisoire fixée par le tribunal, le conseiller n'est pas parvenu à un accord avec les personnes concernées, le tribunal peut prolonger une seule fois la mesure provisoire de quarante-cinq jours.

La mise en œuvre de la mesure provisoire prolongée par le tribunal en application de l'alinéa 1^{er} est confiée au directeur afin d'être exécutée conformément à l'article 53, §§ 1^{er}, 2, 3 et 5, lorsque le conseiller constate l'impossibilité d'aboutir à un accord et que la situation de péril grave perdure. Dans ce cas, le conseiller informe concomitamment le ministère public que selon son appréciation la situation relève désormais de l'article 51. » ;

5° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 44 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

“ Les services mandatés au sens de l'article 2, 31°, et les équipes SOS Enfants visés à l'article 2, 14°, peuvent, respectivement dans le cadre de leur mandat ou de leur intervention demandée par le directeur sur la base des articles 37, § 2, 51 et 52, prendre connaissance de toutes les pièces du dossier du directeur, selon les mêmes modalités et exception. » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Toutefois, le directeur peut refuser la consultation ou la communication d'une ou plusieurs pièces du dossier si l'intérêt de l'enfant l'exige. Dans ce cas, la décision mentionne la possibilité d'introduire un recours devant la Commission d'accès aux documents administratifs conformément au décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration. » ;

3° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les personnes et les services visés à l'alinéa 1^{er} peuvent obtenir gratuitement une copie des pièces qu'ils consultent, selon les modalités prévues par le Gouvernement. ».

Art. 15. Dans le Livre V, Titre 2, Chapitre 3, du même décret, l'intitulé de la section 1ère est remplacé par ce qui suit :

« 6.2.3.1. Section 1ère. - Les prises en charge en institutions publiques ».

Art. 16. L'article 63 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 63. § 1^{er}. L'accès aux institutions publiques est limité aux jeunes qui, poursuivis pour des faits qualifiés infraction, font l'objet d'une décision judiciaire ordonnant un hébergement en institution publique conformément aux articles 63/1, 63/2, 63/3, 122, 124/1 et 124/2, § 2.

Les institutions publiques de protection de la jeunesse offrent trois types de prises en charge :

1° l'évaluation et l'orientation, tant en régime ouvert qu'en régime fermé ;

2° l'éducation, tant en régime ouvert qu'en régime fermé ;

3° l'intermède, en régime ouvert.

Le Gouvernement détermine les capacités de prises en charge en institutions publiques.

§ 3. Des places d'urgence, en régime fermé, sont créées au sein des institutions publiques.

Par place d'urgence, on entend une place en institution publique qui est attribuée lorsqu'il existe des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de protection de la sécurité publique.

Le Gouvernement détermine les capacités, les critères et les modalités d'utilisation des places d'urgence.

§ 4. Le Gouvernement détermine les moyens à attribuer aux institutions publiques leur permettant d'assurer leurs fonctions éducatives. ».

Art. 17. Dans le Livre V, Titre 2, Chapitre 3, Section 1ère, du même décret, il est inséré un article 63/1 rédigé comme suit :

« Art. 63/1. L'unité d'évaluation et orientation héberge le jeune aux fins de procéder à une évaluation structurée des risques de récidive, des besoins, des forces et des facteurs de réceptivité du jeune en tenant compte de sa situation actuelle et de ses différents contextes de vie en vue de proposer dans le rapport d'évaluation requis par l'article 65, alinéa 1^{er}, la mesure la plus adéquate en tenant compte de la hiérarchie prévue aux articles 101, § 1^{er}, alinéa 2, 108, alinéa 3, et 122, alinéas 1^{er} et 3. ».

Art. 18. Dans le Livre V, Titre 2, Chapitre 3, Section 1ère, du même décret, il est inséré un article 63/2 rédigé comme suit :

« Art. 63/2. § 1^{er}. L'unité d'éducation héberge le jeune aux fins de lui faire prendre conscience des actes qui ont conduit à la mesure d'éloignement et de leurs éventuelles conséquences sur autrui et plus particulièrement sur la victime, tout en veillant à valoriser l'image du jeune, à rechercher les solutions les plus adaptées à sa situation et à ses besoins en vue de sa réinsertion et à s'assurer que l'éloignement ne soit pas prolongé au-delà de la durée nécessaire.

La famille et les familiers sont considérés comme des partenaires de l'unité dans l'éducation du jeune.

§ 2. L'unité d'éducation intra-muros élabore, en régime ouvert ou fermé, un projet individuel visant la stabilisation comportementale, psychologique et affective préalable au retour du jeune dans la société, en ce compris le retour dans un milieu scolaire ou semi-professionnel.

L'unité d'éducation extra-muros élabore, en régime ouvert, un projet individuel d'accompagnement du jeune dans un milieu scolaire ou semi-professionnel, qui consolide les acquis du projet réalisé intra-muros ou qui pallie l'impossibilité momentanée de réaliser ce projet dans le milieu de vie du jeune. ».

Art. 19. Dans le Livre V, Titre 2, Chapitre 3, Section 1ère, du même décret, il est inséré un article 63/3 rédigé comme suit :

« Art. 63/3. Un jeune hébergé par une institution publique ou par un service agréé ou accompagné par une équipe mobile d'accompagnement ou par un service agréé peut être hébergé en unité d'intermède lorsque l'une des conditions prévues à l'article 124/2 est remplie, et ce en vue de favoriser le maintien des liens avec les membres du personnel du service concerné. ».

Art. 20. L'article 65 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 65. Tout jeune confié à une institution publique fait l'objet d'un rapport établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution publique qui l'accueille et transmis au tribunal de la jeunesse selon les modalités suivantes :

1° en unité d'évaluation et orientation, un rapport d'évaluation et orientation transmis dans les vingt-cinq jours à partir de la date du début de la prise en charge ;

2° en unité d'éducation, un rapport d'intervention et d'évolution transmis au plus tard cinq jours avant le terme de la mesure ;

3° en unité d'intermède : un rapport d'information transmis au plus tard la veille du terme de la mesure.

Le jeune et son avocat reçoivent copies des rapports dans les mêmes délais.

Lorsqu'une mesure de surveillance telle que visée à l'article 119 est prise à l'égard du jeune, le service de la protection de la jeunesse reçoit copies des rapports dans les mêmes délais par l'intermédiaire du directeur. ».

Art. 21. Dans le Livre V, Titre 2, Chapitre 3, du même décret, il est inséré une section 7/1 rédigée comme suit :

« 6.2.3.7/1. Section 7/1. - La participation des jeunes ».

Art. 22. Dans la section 7/1, insérée par l'article 27, il est inséré un article 70/1 rédigé comme suit :

“ Art. 70/1. § 1^{er}. L'institution publique organise une concertation régulière permettant aux jeunes de s'exprimer sur les questions d'intérêt collectif.

Les modalités de la concertation sont fixées par le règlement d'ordre intérieur de l'institution publique.

§ 2. L'institution publique permet et favorise l'expression individuelle du jeune sur toutes questions l'intéressant et notamment quant aux conditions d'hébergement et au contenu de sa prise en charge, en en garantissant l'anonymat.

Les modalités du recueil de la parole du jeune sont fixées par le règlement d'ordre intérieur de l'institution publique. ».

Art. 23. A l'article 99, alinéa 2, les mots “ sauf lorsque le jeune est confié à une institution publique » sont supprimés.

Art. 24. A l'article 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 3/1 rédigé comme suit :

“ 3/1 soumettre le jeune à une mission d'investigation et d'évaluation dans le milieu de vie, réalisée par une équipe mobile d'accompagnement, mise en place selon les modalités fixées par le Gouvernement » ;

2° le point 5/1 est abrogé.

Art. 25. L'article 105 du même décret est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 105. § 1^{er}. Sans préjudice des conditions prévues à l'article 124/1, le tribunal de la jeunesse ne peut confier, à titre de mesure provisoire, le jeune à une institution publique en régime fermé que lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° le jeune a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui ;

2° il existe de sérieuses raisons de craindre que le jeune, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux faits qualifiés infractions, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers.

Le tribunal de la jeunesse peut, lorsque les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont réunies, interdire au jeune toute sortie de l'institution publique ».

§ 2. Sans préjudice des limites de prolongation prévues à l'article 124/1, § 1^{er}, le tribunal de la jeunesse ne peut prolonger la mesure visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et l'interdiction de sortie, que de mois en mois et à condition que des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique en nécessitent le maintien, sur la base du rapport établi par l'institution en vertu de l'article 65, alinéa 1^{er} et sur toute autre information jugée pertinente par le tribunal de la jeunesse. Le jeune est préalablement entendu. ».

Art. 26. Dans l'article 111 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit :

“ 3° une mesure d'hébergement en institution publique ne peut pas être cumulée avec une autre mesure d'hébergement en institution publique, sauf si cette seconde mesure consiste en un hébergement en une unité d'intermède telle que visée à l'article 63/3 ;

4° une mesure d'éloignement du milieu de vie ne peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement telle que visée à l'article 120, alinéa 1^{er}, 1°, ou une autre mesure d'éloignement du milieu de vie que pour une durée maximale d'un mois. ».

Art. 27. Dans le Livre V, Titre 4, Chapitre 5 du même décret, il est inséré une section 3/1 intitulée :

“ 6.4.5.3/1. Section 3/1. - La mission d'investigation et d'évaluation ».

Art. 28. Dans la section 3/1 insérée par l'article 27, il est inséré un article 119/1 rédigé comme suit :

“ Art. 119/1. Par la mission d'investigation et d'évaluation dans le milieu de vie, l'équipe mobile d'accompagnement procède, dans le milieu de vie, à une évaluation structurée des risques de récidive, des besoins, des forces et des facteurs de réceptivité du jeune en tenant compte de sa situation actuelle et de ses différents contextes de vie en vue, de proposer dans le rapport d'investigation et d'évaluation qu'elle établit, la mesure la plus adéquate en tenant notamment compte de la hiérarchie prévue aux articles 101, § 1^{er}, alinéa 2, 108, alinéa 3, et 122, alinéas 1^{er} et 3, du décret. ».

Art. 29. A l'article 120 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

“ 1° le soumettre à un accompagnement par une équipe mobile d'accompagnement, dans le milieu de vie ou en résidence autonome, mis en place selon les modalités fixées par le Gouvernement ; » ;

2° l'alinéa 1^{er}, 2°, est abrogé.

Art. 30. L'article 124 du même décret est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 124. Lorsque le tribunal de la jeunesse décide de confier le jeune à une institution publique, sa décision précise le type de prise en charge, la durée de la mesure, conformément aux articles 124/1, § 1^{er}, et 124/2, ainsi que, pour les prises en charge en unité d'évaluation et orientation ou d'éducation, le caractère ouvert ou fermé du régime. ».

Art. 31. Dans le Livre V, Titre 4, Chapitre 5, Section 6, du même décret, il est inséré un article 124/1 rédigé comme suit :

“ Art. 124/1. § 1^{er}. Au provisoire et au fond, le tribunal de la jeunesse peut ordonner la mesure d'hébergement en unité d'évaluation et orientation uniquement pour une durée de trente jours, non renouvelable.

Le tribunal de la jeunesse peut exceptionnellement prolonger, pour une durée de 30 jours, la mesure visée à l'alinéa 1^{er} lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° le jeune a gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui ;

2° le comportement du jeune est particulièrement dangereux ;

3° il n'y a pas de place disponible pour le jeune en unité d'éducation ;

4° une mesure alternative n'est pas adéquate et ne peut être privilégiée par rapport à la mesure d'hébergement en institution publique, en exécution des articles 101 § 1^{er}, alinéa 2, et 108, alinéa 2.

Conformément à l'article 112, le tribunal de la jeunesse motive spécialement sa décision au regard de ces conditions.

Au provisoire, le tribunal de la jeunesse ne peut ordonner la mesure d'hébergement en éducation que pour une durée maximale de trois mois, renouvelable sous réserve des limites prévues au paragraphe 2, alinéa 2, au paragraphe 3, alinéa 2, et à l'article 105, § 2. Au fond, le tribunal de la jeunesse peut ordonner la mesure d'hébergement en unité d'éducation pour une durée maximale de six mois.

§ 2. Le tribunal de la jeunesse ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en unité d'évaluation et orientation ou en unité d'éducation, en régime ouvert, qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui :

1° soit, a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principal de cinq ans ou une peine plus lourde, autre qu'un fait qualifié de vol ou de recèlement sans circonstance aggravante et autre qu'un fait qualifié de fraude informatique ;

2° soit, a commis un fait qualifié de coups et blessures, avec circonstance aggravante ;

3° soit, a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction ;

4° soit, fait l'objet d'une révision de la mesure, conformément à l'article 113, pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures, provisoires ou au fond, imposées précédemment.

La durée de la mesure d'hébergement en éducation visée à l'alinéa 1^{er}, prise en application de l'alinéa 1^{er}, 4°, ne peut être prolongée qu'une seule fois.

§ 3. Le tribunal ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en unité d'évaluation et orientation ou en unité d'éducation, en régime fermé, qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui :

1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de cinq ans à dix ans ou une peine plus lourde ;

2° soit, a commis un fait qualifié de violation grave du droit international humanitaire ou un fait qualifié infraction terroriste ;

3° soit, a commis un fait qualifié d'atteinte à l'intégrité sexuelle avec violence ou menaces, de coups et blessures ayant entraîné soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité de travail personnel de plus de quatre mois, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave, d'association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des crimes ou de menace, verbale ou écrite, d'attentat contre les personnes, punissable d'une peine criminelle ;

4° soit, a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, 2° ou 3° ;

5° soit, fait l'objet d'une révision de la mesure au fond ou provisoire, conformément à l'article 113, pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures imposées précédemment en vertu du paragraphe 2 ou pour le motif qu'il n'a pas respecté une autre mesure, imposée précédemment, et qu'il a commis un nouveau fait qualifié infraction visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, 2° ou 3°.

La durée de la mesure d'hébergement en éducation visée à l'alinéa 1^{er}, prise en application de l'alinéa 1^{er}, 5°, ne peut être prolongée qu'une seule fois.

§ 4. Sans préjudice des conditions énumérées aux paragraphes 2 et 3, le tribunal de la jeunesse ne peut ordonner une mesure d'hébergement en institution publique en unité d'éducation à l'égard d'un jeune qu'après avoir reçu le rapport tel que visé aux articles 63/1 et 119/1, datant de six mois au plus.

Le Gouvernement détermine les cas dans lesquels le tribunal de la jeunesse, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, peut ordonner une mesure d'hébergement en institution publique en unité d'éducation à l'égard d'un jeune sans avoir reçu le rapport tel que visé à l'alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le jeune fait l'objet d'une mesure d'hébergement en unité d'éducation à régime ouvert ou fermé intra-muros ou à régime ouvert extra-muros, le tribunal de la jeunesse peut, conformément à l'article 113, § 1^{er}, et sans préjudice des conditions prévues aux paragraphes 2 et 3, prendre une nouvelle mesure d'hébergement en unité d'éducation, en régime ouvert ou fermé, sans avoir reçu un rapport tel que visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 5. Sans préjudice des conditions énumérées aux paragraphes 2 et 3, le tribunal peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en unité d'évaluation et orientation ou en unité d'éducation à l'égard d'un jeune âgé de douze à quatorze ans qui a gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux. ».

Art. 32. Dans le Livre V, Titre 4, Chapitre 5, Section 6, du même décret, il est inséré un article 124/2 rédigé comme suit :

“ Art. 124/2. Sans préjudice des conditions énumérées à l'article 124/1, § 1^{er}, le tribunal de la jeunesse peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en unité d'intermède, telle que visée à l'article 63/3, à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits, pour une durée maximale de quinze jours, renouvelable une fois, si au moins l'une des conditions suivantes est remplie :

1° le jeune est poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction qui compromet la continuité de la prise en charge en cours ;

2° le comportement du jeune ne respecte pas les conditions et les objectifs fixés par le tribunal de la jeunesse de sorte que la continuité de la prise en charge en cours est compromise.

Sans préjudice des conditions énumérées à l'alinéa 1^{er}, le tribunal de la jeunesse peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en unité d'intermède à l'égard d'un jeune âgé de douze à quatorze ans qui a gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux.

Lorsque le tribunal de la jeunesse décide de confier le jeune à une institution publique en unité d'intermède, il confirme dans sa décision la poursuite de la prise en charge initiale au terme de la prise en charge en intermède.

Lorsqu'elle estime qu'un renouvellement de la mesure est opportun, l'unité d'intermède propose, dans le rapport d'information, tel que visé à l'article 65, un renouvellement de la mesure pour une nouvelle durée de quinze jours maximum. ».

Art. 33. Dans l'article 151 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

“ Cette évaluation associe les enfants, les jeunes et leur famille. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots “ d'un appel d'offres rendu public » sont remplacés par “ d'une procédure de marché public » ;

3° à l'alinéa 5, les mots “ comprenant des recommandations » sont rajoutés entre les mots “ rapport final » et “ est remis ».

CHAPITRE 2. — *Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait*

Art. 34. Dans l'article 63, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots “ par application des articles 37 et 39 » sont remplacés par les mots “ par application de l'article 108 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse » ;

2° les mots “ sur base de l'article 36, 4° » sont remplacés par les mots “ sur base de l'article 56, alinéa 1^{er}, du même décret ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 35. Sont abrogées les dispositions suivantes de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse :

1° l'article 5 ;

2° l'article 9 ;

3° l'article 10 ;

4° l'article 11 ;

5° l'article 12 ;

6° l'article 13 ;

7° l'article 46, § 2, 3° ;

8° l'article 55 ;

9° l'article 56 ;

10° l'article 61, § 2, alinéa 1^{er}, 4° ;

11° l'article 73.

Art. 36. Les articles 15, 16, 17, 18, 19, 25, 30, 31, 32 et 35, 2° à 6°, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

L'article 34 produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 564-1. – Amendement(s) en commission, n° 564-2 - Rapport de commission, n° 564-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 564-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 19 juillet 2023

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/44704]

20 JULI 2023. — Decreet tot wijziging van diverse bepalingen inzake hulpverlening aan de jeugd (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen aan het decreet van 18 januari 2018 tot vaststelling van het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming*

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 18 januari 2018 tot vaststelling van het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de volgende zin wordt toegevoegd aan punt 3°:

“Ondersteuning en bescherming moeten worden afgestemd op hun psychosociaal-educatieve behoeften en hun sociale omgeving. Daartoe wordt gestreefd naar een intersectorale, vakoverschrijdend en geïntegreerde aanpak tussen de sociale sector, het onderwijs, de gezondheidszorg, de geestelijke gezondheidszorg, de vroege kinderjaren, het algemeen welzijn, de gehandicaptensector en het onderwijs”;

2° in 7° wordt een nieuw lid 2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Dejudicialisering heeft tot doel prioriteit te verlenen aan kinderen en jongeren en hun sociale en opvoedkundige problemen aan te pakken via buitengerechtelijke kanalen.”.

Art. 2. Aan artikel 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° 1° wordt opgeheven;

2° 13/1°, als volgt geformuleerd, wordt ingevoegd:

“13/1° mobiel begeleidingsteam: de overheidsdienst belast met de onderzoeksoopdracht - en beoordelingsopdracht en de begeleiding van jongeren die vervolgd worden voor een misdrijf gepleegd vóór de leeftijd van achttien jaar”.

Art. 3. § 1. In de artikelen 7, tweede lid, 1°, 2° en 6°, en 11, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden “sociale diagnose” aangevuld met de woorden “van de preventieraad”.

§ 2 In de artikelen 9, 2°, 11, 2°, 12 en 13, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden “sociale diagnose” aangevuld met de woorden “van de preventieraden”.

Art. 4. In artikel 7, tweede lid, 6°, van hetzelfde decreet worden de woorden “aan de Regering” vervangen door de woorden “aan de bevoegde administratie”.

Art. 5. Aan artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 1°, worden na het woord “arrondissement” de woorden “of zijn vertegenwoordiger” toegevoegd;

2° in lid 1 worden aan 9° de volgende woorden toegevoegd: “of jeugdorganisaties die erkend zijn overeenkomstig het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan jeugdorganisaties”;

3° in lid 1, 13°, worden de woorden “een vertegenwoordiger van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid” vervangen door de woorden “een vertegenwoordiger van de sector van de geestelijke gezondheid waarvan het actiegebied op zijn grondgebied ligt”;

4° in lid 1, 14°, worden na het woord “arrondissement” de woorden “of hun vertegenwoordigers” toegevoegd;

5° aan lid 1 wordt een nieuw punt 16° toegevoegd, dat als volgt luidt:

“16° een vertegenwoordiger van de sportsector, afkomstig uit de administratie bevoegd voor sport of uit kringen die aangesloten zijn bij een erkende sportvereniging of –federatie, zoals bepaald door het decreet van 3 mei 2019 betreffende de sportbeweging, waarvan het actiegebied zich op haar grondgebied bevindt”;

6° aan lid 1 wordt een nieuw 17° toegevoegd, dat als volgt luidt:

“17° een vertegenwoordiger van de gehandicaptensector wiens actieterrein op zijn grondgebied ligt”;

7° aan lid 1 wordt een 18° toegevoegd, dat als volgt luidt:

“18° een vertegenwoordiger van de sector van het verplicht onderwijs waarvan het actieterrein op zijn grondgebied ligt”;

8° aan lid 1 wordt een nieuw 19° toegevoegd, dat als volgt luidt:

“19° de zonecoördinator wiens wachtzone zich in zijn of haar gebied bevindt of zijn of haar vertegenwoordiger”;

9° aan lid 1 wordt een nieuw 20° toegevoegd, dat als volgt luidt:

“20° een vertegenwoordiger van de schoolherinschakelingsdiensten waarvan het actieterrein op zijn grondgebied ligt”;

10° aan lid 1 wordt een nieuw 21° toegevoegd, dat als volgt luidt:

“21° een vertegenwoordiger van de administratie bevoegd voor cultuur of een culturele actor als bedoeld in artikel 1, 10° van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbeleid.”;

11° lid 2 wordt opgeheven;

12° in het vroegere lid 6, thans lid 5, worden de woorden “of zijn vertegenwoordiger” ingevoegd tussen het woord “preventie” en de woorden “en door een vertegenwoordiger”.

Art. 6. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een punt 8°, dat als volgt luidt:

“8° in voorkomend geval preventieve acties uit te voeren zoals omschreven in artikel 3”.

Art. 7. Aan artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan lid 1 wordt een nieuw 14° toegevoegd, dat als volgt luidt:

"14° een vertegenwoordiger van de administratie belast met de leerplicht;"

2° aan lid 1 wordt een nieuw 15° toegevoegd, dat als volgt luidt:

"15° een vertegenwoordiger van elke regionale instantie die bevoegd is voor gehandicaptenzaken;"

3° aan lid 1 wordt een nieuw punt 16° toegevoegd, dat als volgt luidt:

"16° een vertegenwoordiger van de administratie bevoegd voor cultuur;

4° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 8. In Boek I van hetzelfde decreet wordt een Titel 5 ingevoegd, met als opschrift:

"2.5. Titel 5. - Specifieke preventieopdrachten".

Art. 9. In titel 5, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 15/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 15/1. In het kader van de uitvoering van Boek II is de Regering, in samenwerking met de bevoegde administratie, belast met:

1° een driejaarlijks verslag opstellen met een evaluatie van de uitvoering van de preventie en de daaruit voortvloeiende aanbevelingen;

2° het verschaffen van expertise over preventie-initiatieven;

3° het centraliseren van de sociale diagnoses van de preventieraden en de driejaarlijkse evaluaties bedoeld in artikel 7, 6°, en het meedelen ervan, met advies van de bevoegde administratie, aan het preventiecollege".

Art. 10. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden aan punt 1° van het vierde lid de woorden "die een gespecialiseerde permanente dienst organiseert" toegevoegd.

Art. 11. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 27 van hetzelfde decreet:

1° het volgende wordt toegevoegd aan lid 1:

"De gemandateerde diensten in de zin van artikel 2, 31°, en de "SOS Enfants" teams bedoeld in artikel 2, 14°, kunnen respectievelijk in het kader van hun mandaat of hun optreden gevraagd door de adviseur op basis van de artikelen 35, § 3, en 37, kennis nemen van alle documenten in het dossier van de adviseur, volgens dezelfde procedures en uitzonderingen";

2° lid 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

"De adviseur kan echter weigeren een of meer documenten uit het dossier te raadplegen of mee te delen indien dit in het belang van het kind is. In dat geval vermeldt de beslissing de mogelijkheid om beroep aan te tekenen bij de Commissie voor toegang tot administratieve documenten overeenkomstig het decreet van 22 december 1994 betreffende de toegang van het publiek tot administratieve documenten.";

3° lid 4 wordt vervangen door de volgende tekst:

"De in lid 1 bedoelde personen en diensten kunnen op de door de Regering vastgestelde wijze kosteloos een afschrift krijgen van de door hen geraadpleegde documenten.

Art. 12. In artikel 35, § 5, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "van de artikelen 37 of 37/1" vervangen door de woorden "van de artikelen 37, 37/1 van dit decreet of 9 van de ordonnantie van 29 april 2004".

Art. 13. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 37 van hetzelfde decreet:

1° in paragraaf 1 wordt een nieuw lid 3 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"In uitzonderlijke gevallen kan het openbaar ministerie de zaak rechtstreeks aan de rechter voorleggen als hij kan aantonen dat de consulent niet heeft kunnen worden bereikt en dat het belang van het kind niet toelaat dat de organisatie en uitvoering van vrijwillige hulpverlening wordt uitgesteld.";

2° in de vroegere paragraaf 1, derde lid, thans vierde lid, worden de woorden "aan de directeur met het oog op de uitvoering ervan overeenkomstig artikel 53" vervangen door de woorden "aan de adviseur, die daartoe over dezelfde bevoegdheden beschikt als de directeur krachtens artikel 53, §§ 1, 2, 3 en 5";

3° in het voormalige lid 4, van paragraaf 3, thans vijfde lid, wordt het woord "directeur" vervangen door het woord "adviseur" en worden de woorden "overeenkomstig artikel 53, § 5" vervangen door de woorden "de adviseur die dan over de bevoegdheden beschikt die krachtens artikel 53, § 5, aan de directeur zijn toegekend";

4° paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

"§ 2. Indien de adviseur aan het einde van de door de rechter vastgestelde duur van de voorlopige maatregel geen overeenstemming met de betrokkenen heeft bereikt, kan de rechter de voorlopige maatregel eenmaal met vijftienveertig dagen verlengen.

De tenuitvoerlegging van de voorlopige maatregel die door de rechter met toepassing van het eerste lid is verlengd, wordt toevertrouwd aan de directeur om te worden uitgevoerd overeenkomstig artikel 53, §§ 1, 2, 3 en 5, wanneer de adviseur vaststelt dat het onmogelijk is tot een akkoord te komen en dat de situatie van ernstig gevaar voortduurt. In dat geval deelt de adviseur tegelijkertijd aan het openbaar ministerie mee dat de situatie volgens zijn beoordeling voortaan onder het toepassingsgebied van artikel 51 valt.";

5° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 44 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het volgende wordt toegevoegd aan lid 1:

"De gemandateerde diensten in de zin van artikel 2, 31° en de "SOS Enfants" teams bedoeld in artikel 2, 14° kunnen, in het kader van hun mandaat of hun optreden gevraagd door de directeur op basis van respectief de artikelen 37, § 2, 51 en 52, inzage krijgen in alle documenten van het dossier van de directeur, volgens dezelfde nadere regels en uitzonderingen";

2° lid 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

"De directeur kan echter de raadpleging of mededeling van een of meer documenten uit het dossier weigeren indien het belang van het kind dit vereist. In dat geval wordt in de beslissing melding gemaakt van de mogelijkheid om beroep in te stellen bij de Commissie voor toegang tot administratieve documenten overeenkomstig het decreet van 22 december 1994 inzake de toegang van het publiek tot administratieve documenten.

3° lid 4 wordt vervangen door de volgende tekst:

"De in lid 1 bedoelde personen en diensten kunnen op de door de Regering vastgestelde wijze kosteloos een afschrift krijgen van de door hen geraadpleegde documenten."

Art. 15. In Boek V, titel 2, hoofdstuk 3, van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen door hetgeen volgt:

" 6.2.3.1. Afdeling 1. - Opname in openbare instellingen".

Art. 16. Artikel 63 van het decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 63 § 1. De toetreding tot de openbare instellingen is beperkt tot de jongeren die, na wegens een strafbaar feit te zijn vervolgd, het voorwerp uitmaken van een rechterlijke beslissing waarbij de opname in een openbare instelling wordt bevolen overeenkomstig de artikelen 63/1, 63/2, 63/3, 122, 124/1 en 124/2, § 2."

§ 2. Openbare jeugdbeschermingsinstellingen bieden drie soorten zorg aan:

1° beoordeling en begeleiding, zowel open als gesloten;

2° onderwijs, zowel in open als gesloten stelsel;

3° de tussenperiode, in open stelsel.

De Regering bepaalt de capaciteit voor zorg in openbare instellingen.

§ 3. Binnen openbare instellingen worden gesloten noodlocaties gecreëerd.

Een noodplaats is een plaats in een openbare instelling die wordt toegewezen wanneer er ernstige en uitzonderlijke omstandigheden zijn in verband met de noodzaak om de openbare veiligheid te beschermen.

De regering bepaalt de capaciteiten, criteria en voorwaarden voor het gebruik van noodopvangplaatsen.

§ 4. De Regering bepaalt de middelen die aan openbare instellingen worden toegekend om hen in staat te stellen hun onderwijsopdrachten uit te voeren."

Art. 17. In Boek V, Titel 2, Hoofdstuk 3, Afdeling 1, van hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 63/1 ingevoegd:

"Art. 63/1. De beoordelings- en begeleidingseenheid vangt de jongere op om een gestructureerde beoordeling uit te voeren van de risico's op recidive, de behoeften, de sterke punten en de ontvankelijkheidsfactoren van de jongere, rekening houdend met zijn huidige situatie en de verschillende contexten waarin hij leeft, met het oog op het voorstellen, in het evaluatieverslag vereist door artikel 65, eerste lid, van de meest geschikte maatregel, rekening houdend met de hiërarchie voorzien in de artikelen 101, § 1, tweede lid, 108, derde lid, en 122, eerste en derde lid.

Art. 18. In Boek V, Titel 2, Hoofdstuk 3, Afdeling 1, van hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 63/2 ingevoegd:

"Art. 63/2. § 1. De opvoedkundige eenheid vangt de jongere op om hem bewust te maken van de feiten die hebben geleid tot het bevel tot verwijdering en van de mogelijke gevolgen ervan voor anderen en meer bepaald voor het slachtoffer, waarbij ervoor wordt gezorgd dat het imago van de jongere wordt verbeterd, dat wordt gezocht naar oplossingen die het best zijn aangepast aan zijn situatie en zijn behoeften met het oog op zijn herinschakeling en dat ervoor wordt gezorgd dat de verwijdering niet langer dan nodig wordt verlengd.

De familie en vrienden worden beschouwd als partners in de opvoeding van de jongere door de eenheid.

§ 2 De intramurale onderwijseenheid stelt, op open of gesloten basis, een individueel project op dat gericht is op gedragsmatige, psychologische en emotionele stabilisatie voorafgaand aan de terugkeer van de jongere in de maatschappij, met inbegrip van een terugkeer naar een school- of semiprofessionele omgeving.

De extramurale onderwijseenheid stelt op open basis een individueel ondersteuningsproject op voor de jongere in een schoolse of semiprofessionele omgeving, dat de verworvenheden van het intramurale project consolideert of de tijdelijke onmogelijkheid om dit project in de leefomgeving van de jongere uit te voeren, opvangt."

Art. 19. In Boek V, Titel 2, Hoofdstuk 3, Afdeling 1, van hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 63/3 ingevoegd:

"Art. 63/3. Een jongere die wordt opgevangen door een openbare instelling of door een erkende dienst of die wordt begeleid door een mobiel begeleidingsteam of door een erkende dienst, kan worden opgevangen in een intermediaire eenheid (tussenperiode) wanneer is voldaan aan een van de voorwaarden van artikel 124/2, met het oog op het onderhouden van banden met de personeelsleden van de betrokken dienst."

Art. 20. Artikel 65 van het decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 65. Elke jongere die aan een openbare instelling wordt toevertrouwd, maakt het voorwerp uit van een verslag dat wordt opgesteld door het multidisciplinaire team van de openbare instelling die hem opvangt en dat wordt overgemaakt aan de Jeugdrechtbank volgens de volgende procedures:

1° in een beoordelings- en begeleidingseenheid, een beoordelings- en verwijzingsverslag dat binnen vijftiendertig dagen na de datum waarop de zorg is begonnen, is verzonden;

2° in de opvoedingseenheid, een optredens- en evolutieverslag dat uiterlijk vijf dagen voor het einde van de maatregel wordt verstuurd;

3° in een intermediaire eenheid: een informatief verslag dat uiterlijk de dag voor het einde van de maatregel wordt verstuurd.

De jongere en zijn advocaat ontvangen kopieën van de verslagen binnen hetzelfde tijdsbestek.

Indien ten aanzien van de jongere een maatregel van ondertoezichtstelling als bedoeld in artikel 119 wordt getroffen, ontvangt de jeugdbeschermingsdienst binnen dezelfde termijn via de directeur afschriften van de verslagen."

Art. 21. In Boek V, Titel 2, Hoofdstuk 3, van hetzelfde decreet wordt een afdeling 7/1 ingevoegd, die luidt als volgt:

“6.2.3.7/1. Afdeling 7/1. - Jongerenparticipatie”.

Art. 22. In afdeling 7/1, ingevoegd bij artikel 27, wordt een artikel 70/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 70/1. § 1. De openbare instelling organiseert regelmatig overleg om jongeren de kans te bieden hun mening te geven over aangelegenheden van collectief belang.

De overlegprocedures zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement van de openbare instelling.

§ 2 De openbare instelling staat toe en moedigt aan dat jongeren zich individueel uitspreken over alle aangelegenheden die voor hen van belang zijn, inzonderheid met betrekking tot de verblijfsomstandigheden en de inhoud van hun verzorging, waarbij hun anonimiteit wordt gewaarborgd.

De procedures voor het verzamelen van de mening van de jongere zijn vastgelegd in de interne regels van de openbare instelling.”.

Art. 23. In artikel 99, lid 2, worden de woorden “behalve wanneer de jongere aan een openbare instelling is toevertrouwd” geschrapt.

Art. 24. In artikel 101, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een nieuw punt 3/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“3/1 de jongere onderwerpen aan een onderzoek en evaluatie in de leefomgeving, uitgevoerd door een mobiel begeleidingsteam, ingesteld volgens de door de regering vastgelegde procedures”;

2° punt 5/1 wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel 105 van het decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 105. § 1. Onverminderd de voorwaarden bepaald in artikel 124/1, kan de jeugdrechter de jeugdige bij wijze van voorlopige maatregel niet toevertrouwen aan een gesloten openbare instelling, tenzij aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de jongere gedraagt zich op een manier die gevaarlijk is voor hemzelf of anderen;

2° er zijn ernstige redenen om te vrezen dat de jongere, als hij wordt vrijgelaten, verdere strafbare feiten zal plegen, zich aan vervolging zal onttrekken, bewijsmateriaal zal proberen te verbergen of met derden zal samenspannen.

Wanneer aan de voorwaarden van lid 1 is voldaan, kan de jeugdrechter de jongere verbieden de openbare instelling te verlaten.

§ 2. Onverminderd de beperkingen inzake verlenging bepaald in artikel 124/1, § 1, kan de Jeugdrechtbank de maatregel bedoeld in de eerste paragraaf, eerste lid, en het tijdelijk huisverlaten slechts verlengen van maand tot maand en op voorwaarde dat ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die verband houden met de vereisten van openbare veiligheid, de handhaving ervan vereisen, op basis van het verslag dat de instelling heeft opgesteld overeenkomstig artikel 65, eerste alinea, en van alle andere informatie die de Jeugdrechtbank relevant acht. De jongere wordt vooraf gehoord.”.

Art. 26. In artikel 111 van hetzelfde decreet wordt lid 1 aangevuld met punten 3° en 4°, als volgt geformuleerd:

“3° een huisvestingsmaatregel in een openbare instelling mag niet worden gecombineerd met een andere huisvestingsmaatregel in een openbare instelling, tenzij die tweede maatregel bestaat uit huisvesting in een intermediaire eenheid (tussenperiode) als bedoeld in artikel 63/3;

4° een maatregel van onttrekking aan de leefomgeving kan slechts worden gecombineerd met een ondersteunende maatregel als bedoeld in artikel 120, eerste lid, 1°, of met een andere maatregel van onttrekking aan de leefomgeving voor de duur van ten hoogste één maand.”.

Art. 27. In Boek V, Titel 4, Hoofdstuk 5 van hetzelfde decreet is een afdeling 3/1 ingevoegd met als opschrift:

“6.4.5.3/1. Afdeling 3/1. – Onderzoeks- en beoordelingsopdracht”.

Art. 28. In afdeling 3/1, ingevoegd bij artikel 27, wordt het volgende artikel 119/1 ingevoegd:

“Art. 119/1. Door middel van de onderzoeks- en beoordelingsopdracht in de leefomgeving voert het mobiel begeleidingsteam een gestructureerde beoordeling uit van de recidive-risico's, de behoeften, de sterke punten en de factoren van ontvankelijkheid van de jongere, rekening houdend met zijn huidige toestand en de verschillende contexten waarin hij leeft, met het oog op, in het onderzoeks- en beoordelingsverslag dat hij opstelt, de meest geschikte maatregel voor te stellen, inzonderheid rekening houdend met de hiërarchie voorzien in de artikelen 101, § 1, tweede lid, 108, derde lid, en 122, eerste en derde lid, van het decreet.”.

Art. 29. In artikel 120 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 wordt punt 1° vervangen door:

“1° hen onderwerpen aan de begeleiding van een mobiel begeleidingsteam, in de leefomgeving of in een zelfstandig verblijf, ingericht volgens de door de Regering bepaalde procedures;”;

2° lid 1, 2° wordt opgeheven.

Art. 30. Artikel 124 van het decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 124. Wanneer de Jeugdrechtbank beslist de jeugdige toe te vertrouwen aan een openbare instelling, vermeldt haar beslissing de aard van de zorg, de duur van de maatregel, overeenkomstig de artikelen 124/1, § 1, en 124/2, en, in het geval van zorg in een beoordelings- en begeleidingseenheid of een opvoedingstelling, het open of gesloten karakter van het stelsel.”.

Art. 31. In Boek V, Titel 4, Hoofdstuk 5, Afdeling 6, van hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 124/1 ingevoegd:

“Art. 124/1. § 1. Over de voorlopige en inhoudelijke punten kan de Jeugdrechtbank een verblijf in een beoordelings- en begeleidingseenheid bevelen voor een niet-verlengbare periode van slechts dertig dagen.

De jeugdrechter kan de in lid 1 bedoelde maatregel bij wijze van uitzondering met 30 dagen verlengen als aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de jongere het leven of de gezondheid van anderen ernstig heeft geschaad;

2° het gedrag van de jongere bijzonder gevaarlijk is;

3° er geen plaats beschikbaar is voor de jongere in de opvoedingseenheid;

4° een alternatieve maatregel niet geschikt is en geen voorrang kan krijgen boven een verblijf in een openbare instelling, in overeenstemming met de artikelen 101, § 1, lid 2, en 108, lid 2.

In overeenstemming met artikel 112 moet de Jeugdrechtbank haar beslissing in het licht van deze voorwaarden bijzonder met redenen omkleeden.

Voorlopig kan de Jeugdrechtbank de opvoedend opvangmaatregel slechts bevelen voor een maximumperiode van drie maanden, hernieuwbaar binnen de beperkingen voorzien in paragraaf 2, lid 2, paragraaf 3, lid 2 en artikel 105, § 2. Ten gronde kan de Jeugdrechtbank de opvoedende maatregel bevelen voor een maximumperiode van zes maanden.

§ 2. De jeugdrechtbank kan enkel een verblijf in een openbare instelling, in een beoordelings- en begeleidingseenheid of een opvoedingseenheid, in open stelsel, bevelen ten aanzien van een jongere die ten minste 14 jaar oud is op het ogenblik van het plegen van de feiten en die:

1° of een als misdrijf bestempeld feit heeft gepleegd dat, indien gepleegd door een meerderjarig persoon, volgens het Strafwetboek of specifieke wetten strafbaar zou zijn geweest met een gevangenisstraf van vijf jaar of een zwaardere straf, anders dan een strafbaar feit geassocieerd als diefstal of verzwijging zonder verzwarende omstandigheden en anders dan een strafbaar feit geassocieerd als computerfraude;

2° een overtreding heeft begaan die is gekwalificeerd als mishandeling en geweldpleging, met verzwarende omstandigheden;

3° of eerder het voorwerp is geweest van een onherroepelijk vonnis waarbij een maatregel van huisvesting in een openbare instelling onder een open of gesloten regime is opgelegd en een nieuw misdrijf heeft gepleegd;

4° is onderworpen aan een herziening van de maatregel overeenkomstig artikel 113, op grond van het feit dat hij de eerder opgelegde maatregel of maatregelen, voorlopig of definitief, niet heeft nageleefd.

De duur van de maatregel voor onderwijshuisvesting bedoeld in het eerste lid, genomen in toepassing van het eerste lid, 4°, kan slechts eenmaal worden verlengd.

§ 3. De rechter kan enkel de huisvesting in een openbare instelling in een beoordelings- en begeleidingseenheid of in een gesloten opvoedingseenheid bevelen ten aanzien van een jongere die ten minste veertien jaar oud was op het ogenblik dat het misdrijf werd gepleegd en die :

1° ofwel een overtreding heeft begaan die, indien begaan door een meerderjarig persoon, volgens het Strafwetboek of bijzondere wetten strafbaar zou zijn met een gevangenisstraf van vijf tot tien jaar of een zwaardere straf;

2° of een handeling heeft gepleegd die gekwalificeerd kan worden als een ernstige schending van het internationaal humanitair recht of een handeling die gekwalificeerd kan worden als een terroristisch misdrijf;

3° of een daad heeft gepleegd die kan worden aangemerkt als een aantasting van de seksuele integriteit met geweld of bedreigingen, mishandeling en geweldpleging met als gevolg hetzij een ziekte die ongeneeslijk lijkt, hetzij een persoonlijke arbeidsongeschiktheid van meer dan vier maanden, hetzij het verlies van het absolute gebruik van een orgaan, hetzij ernstige verminking, samenzwering om misdrijven te plegen of mondelinge of schriftelijke bedreigingen om personen aan te vallen, strafbaar gesteld met een strafrechtelijke sanctie;

4° of het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve rechterlijke beslissing waarbij een maatregel van huisvesting in een openbare instelling onder een open of gesloten regime werd opgelegd, en een nieuw feit heeft gepleegd dat kwalificeert als een misdrijf zoals bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 1°, 2° of 3°;

5° of wordt onderworpen aan een herziening van de materiële of voorlopige maatregel, overeenkomstig artikel 113, op grond van het feit dat hij de eerder overeenkomstig lid 2 opgelegde maatregel of maatregelen niet heeft nageleefd of op grond van het feit dat hij een andere eerder opgelegde maatregel niet heeft nageleefd en een nieuwe handeling heeft begaan die kwalificeert als een inbreuk als bedoeld in lid 2, eerste alinea, 1°, 2° of 3°.

De duur van de maatregel voor opvoedende huisvesting bedoeld in het eerste lid, genomen bij toepassing van het eerste lid, 5°, kan slechts eenmaal worden verlengd.

§ 4. Onverminderd de voorwaarden bepaald in de tweede en derde paragrafen, kan de jeugdrechtbank de opnemings van een jongere in een openbare instelling in een opvoedkundige eenheid pas bevelen nadat zij het verslag bedoeld in de artikelen 63/1 en 119/1, dat niet ouder is dan zes maanden, heeft ontvangen.

De regering bepaalt in welke gevallen de jeugdrechter, in afwijking van het eerste lid, kan bevelen dat een jeugdige in een openbare inrichting in een educatieve eenheid wordt ondergebracht zonder dat hij het rapport, bedoeld in het eerste lid, heeft ontvangen.

In afwijking van lid 1 kan de jeugdrechter, indien ten aanzien van de jeugdige een open of gesloten intramurale of open extramurale huisvestingsmaatregel in een educatieve eenheid is getroffen, overeenkomstig artikel 113, paragraaf 1, en onverminderd de in de paragrafen 2 en 3 genoemde voorwaarden, een nieuwe open of gesloten huisvestingsmaatregel in een opvoedende eenheid treffen zonder een verslag als bedoeld in lid 1 te hebben ontvangen.

§ 5. Onverminderd de voorwaarden bepaald in de tweede en derde paragraaf, kan de rechtbank een jongere tussen twaalf en veertien jaar die het leven of de gezondheid van anderen ernstig heeft geschaad en wiens gedrag bijzonder gevaarlijk is, bevelen te verblijven in een openbare instelling in een beoordelings- en begeleidingseenheid of in een opvoedingseenheid.

Art. 32. In Boek V, Titel 4, Hoofdstuk 5, Afdeling 6, van hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 124/2 ingevoegd:

"Art. 124/2. Onverminderd de voorwaarden opgesomd in artikel 124/1, § 1, kan de Jeugdrechtbank ten aanzien van een jongere die op het ogenblik van het plegen van de feiten ten minste veertien jaar oud is, de maatregel van verblijf in een openbare inrichting in een intermediaire eenheid (tussenperiode), bedoeld in artikel 63/3, bevelen voor een termijn van ten hoogste vijftien dagen, eenmaal verlengbaar, indien ten minste een van de volgende voorwaarden is vervuld:

1° de jongere wordt vervolgd voor een strafbaar feit dat de continuïteit van de zorgverlening in gevaar brengt;

2° het gedrag van de jongere niet voldoet aan de voorwaarden en doelstellingen van de Jeugdrechtbank, zodat de continuïteit van de lopende zorg in gevaar komt.

Onverminderd de voorwaarden van lid 1 kan de jeugdrechter bevelen dat een jongere tussen twaalf en veertien jaar die het leven of de gezondheid van anderen ernstig heeft geschaad en wiens gedrag bijzonder gevaarlijk is, in een openbare instelling als tussenpersoon (voor een tussenperiode) wordt geplaatst.

Wanneer de jeugdrechter beslist om de jongere toe te vertrouwen aan een openbare instelling in een intermediaire eenheid (tusseneenheid), bevestigt hij in zijn beslissing dat de initiële zorg zal worden voortgezet zodra de intermediaire zorg is afgelopen.

Als de bemiddelende instantie een verlenging van de maatregel passend acht, doet zij in het in artikel 65 bedoelde informatieve verslag een voorstel tot verlenging van de maatregel voor een nieuwe periode van maximaal vijftien dagen.”.

Art. 33. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 151 van hetzelfde decreet:

1° aan lid 1 wordt de volgende zin toegevoegd

”Bij deze beoordeling zijn kinderen, jongeren en hun families betrokken.”;

2° in lid 2 worden de woorden ”een bekendgemaakte aanbesteding” vervangen door ”een openbare aanbestedingsprocedure”;

3° in lid 5 worden de woorden ”met inbegrip van aanbevelingen” toegevoegd tussen de woorden ”eindverslag” en ”wordt ingediend”.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade*

Art. 34. In artikel 63, eerste lid, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden ”met toepassing van de artikelen 37 en 39” worden vervangen door de woorden ”met toepassing van artikel 108 van het decreet van 18 januari 2018 tot vaststelling van het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming”;

2° de woorden ”op grond van artikel 36, 4°” worden vervangen door de woorden ”op grond van artikel 56, eerste lid, van hetzelfde decreet”.

HOOFDSTUK 3. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 35. De volgende bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de openbare instellingen voor jeugdbescherming worden opgeheven:

1° Artikel 5;

2° Artikel 9;

3° Artikel 10;

4° Artikel 11;

5° Artikel 12;

6° Artikel 13;

7° Artikel 46, § 2, 3° ;

8° Artikel 55;

9° Artikel 56;

10° Artikel 61, § 2, eerste lid, 4°;

11° Artikel 73.

Art. 36. De artikelen 15, 16, 17, 18, 19, 25, 30, 31, 32 en 35, 2° tot en met 6°, treden in werking op 1 januari 2024. Artikel 34 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-Minister-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en het Toezicht op ”Wallonie-Bruxelles Enseignement”,
F. DAERDEN

De Vice-Minister-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2022-2023*

Stukken van het Parlement. - Ontwerpdecreet, nr. 564-1. - Amendement(en) tijdens de commissie, n° 564-2 - Commissieverslag, n° 564-3 - - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, n° 564-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2023.